

# Ce qui différencie la droite de la gauche au Parlement européen



**Par Jean-Dominique Giuliani**

L'auteur, président de la Fondation Robert-Schuman, analyse les enjeux de l'élection européenne du 7 juin prochain, alors que les clivages droite-gauche ne sont pas toujours clairement identifiés au sein de l'assemblée de Strasbourg.

Le Parlement européen est-il de droite ou de gauche ? Et qu'en sera-t-il après les élections européennes du 7 juin ? Au sein de l'Union, 14 gouvernements nationaux sont dirigés par le centre droit, 8 par la gauche et 5 par de grandes coalitions rassemblant la droite et la gauche. Cette représentation politique se retrouve peu ou prou au Parlement, au sein duquel, pourtant, le mode de scrutin proportionnel, appliqué partout, crée une situation plus confuse.

Ainsi le premier groupe du Parlement sortant, qui compte en tout 785 membres, est-il celui du Parti populaire européen, avec 288 députés, auquel se rattache l'UMP, le second celui du Parti socialiste européen avec 217 membres, le troisième celui de l'Alliance des démocrates et des libéraux avec le MoDem (100 députés). Les Verts comptent 43 élus, les eurosceptiques se partagent entre 47 députés

communistes et deux groupes souverainistes de droite (43 et 22).

Cet équilibre devrait être peu modifié, même si les eurosceptiques de droite envisagent de former un groupe nouveau avec les Britanniques et les Tchèques aujourd'hui adhérents du PPE. La majorité du Parlement est donc d'abord modérée, de centre droit et de centre gauche, et cela s'exprime dans les votes ainsi qu'à l'occasion du contrôle et de l'investiture de la Commission européenne.

Les prochaines élections seront-elles un enjeu politique gauche-droite de type traditionnel ? Tous les partis politiques se rattachent à des partis européens transnationaux. Leurs programmes résultent souvent de compromis laborieux qui montrent les différences nationales de leurs membres. Le spectre des convictions est large entre les socialistes français et le Labour britannique ! Il l'est aussi entre la CDU d'Angela Merkel et le Peuple de la liberté de Silvio Berlusconi. Aussi les manifestes sont-ils assez consensuels.

Tous les grands partis se prononcent pour une politique étrangère et de défense renforcée, pour une lutte contre le réchauffement climatique et le développement des énergies renouvelables et pour une réponse européenne commune à la crise. Néanmoins la politique s'introduit de plus en plus dans les débats

européens. Le PPE met l'accent sur la sécurité, le défi démographique, prônant une véritable protection de la famille et même du mariage ! Il souhaite renforcer les liens avec l'Amérique et marque

**Les partis politiques nationaux accommodent ces programmes "désodorisés" à leur propre sauce, quitte ensuite à se fondre dans un Parlement qui n'aura pas de majorité**

une prudence nouvelle envers l'élargissement futur de l'Union. Les socialistes proposent un pacte européen du progrès social, un salaire minimum européen et insistent sur le caractère « *multiculturel et multireligieux des sociétés européennes* », se prononçant pour la poursuite de l'élargissement en mentionnant expressément la Turquie. Les libéraux veulent l'achèvement du marché unique dans tous les domaines, l'énergie, les services postaux, les chemins de fer et les soins de santé, sont favorables au libre-échange jusqu'à proposer la suppression des droits de douane et une réforme de la politique agricole qui devra permettre « *aux agriculteurs d'être*

*concurrentiels sur un marché mondial libéralisé* ». Quant à l'élargissement, ceux qui remplissent les critères doivent en bénéficier. Les Verts affirment que « *la déraison s'est emparée du monde* » et qu'il faut construire un modèle économique alternatif par la « *décroissance des flux de matière et d'énergie sans recours au nucléaire et aux agrocarburants* ». Enfin, pour Libertas, « *l'Europe est une dimension nécessaire de notre avenir* », mais « *son fonctionnement trop technocratique et antidémocratique a perverti le projet initial des pères fondateurs* ». Il faut se protéger, refuser l'élargissement et rompre avec le libre-échange. Ces prises de position ne sont donc pas tout à fait les mêmes que sur la scène nationale. Le débat européen est en voie de politisation. Manifestement celle-ci n'est pas totalement achevée...

Si une majorité des partis européens ne remet pas en cause le sens de la construction européenne et souhaite qu'elle accélère son intégration, des politiques européennes spécifiques sont de plus en plus l'objet de débats vigoureux qui constituent de nouveaux clivages, comme l'élargissement, la libéralisation, la concurrence et la définition d'un modèle économique et social, la gouvernance de l'Europe. De plus, les eurosceptiques se poussent du col à la faveur de la crise.

Il y aura donc bien un enjeu gauche-droite le 7 juin prochain, mais il est parfois difficile à identifier, car il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant de passionner les électeurs nationaux pour ces programmes « désodorisés ». C'est pourquoi les partis politiques nationaux les accommodent à leur propre sauce, quitte ensuite à se fondre dans un Parlement qui n'aura de majorité ni de droite ni de gauche.

Pour en savoir plus :  
[www.elections-europeennes.org](http://www.elections-europeennes.org)